

de vingt-cinq millions. Entre le 31 août et le 30 novembre dernier, les conditions ont été de nature à faire diminuer de \$24,000,000 les prêts demandés aux banques par le commerce, tandis que les dépôts faits aux banques se sont accrus de \$43,000,000. Dans le premier cas, c'est-à-dire relativement à la diminution des prêts—les banques ont agi au mieux des intérêts de leurs clients, et dans l'autre cas—relativement à l'augmentation des dépôts—le chiffre que je viens de citer indique que le pays est en voie de sortir de la crise financière.

Plusieurs choses ont naturellement aggravé cette crise. Celle de ces choses qui est actuellement la plus discutée est la cherté de la vie, et le Gouvernement est en voie de la soumettre à une enquête. L'une des principales raisons de cette cherté est le fait que notre population s'est accrue sans être suivie d'une augmentation proportionnelle de produits alimentaires. La demande des consommateurs excède la production.

Quant à la crise monétaire, la cause se trouve, cependant, moins dans la fièvre de spéculation sur les propriétés foncières, ou moins dans la cherté de la vie, ou même dans les effets d'un développement matériel pour lequel les marchés monétaires ont été pour ainsi dire épuisés, que dans la guerre qui a eu lieu l'année dernière. Le coût de la guerre des Balkans est estimé à \$1,229,000,000, tandis que le coût des préparatifs faits par la Russie, la Roumanie et l'Autriche, pour une guerre qui, heureusement, a été évitée, ont aussi coûté plusieurs centaines de millions de piastres. La guerre civile du Mexique a, de son côté, causé une tension sur certains placements des capitalistes canadiens et anglais au Mexique. Vers la fin de l'automne dernier, sans tenir compte du coût des efforts faits par la Grande-Bretagne pour maintenir sa maîtrise des mers contre la rivalité de l'Allemagne, les demandes de prêts requis pour le paiement des frais de la guerre que j'ai mentionnée, ainsi que le coût des préparatifs militaires que j'ai aussi mentionnés, se montèrent à environ \$700,000,000. Il n'est donc pas étonnant que la rareté de l'argent a fini par se faire sentir ici en 1913. Ce qui est le plus étonnant, c'est que le Canada ait réellement obtenu des capitalistes anglais plus d'argent en 1913 qu'en 1912.

La dernière crise financière a produit ce bon effet. Elle fait voir au Canada jusqu'à quel point son bien-être dépend des ca-

pitaux qu'il obtient de la mère patrie; combien il lui importe de maintenir son crédit par un bon gouvernement, une sage et honnête administration financière; jusqu'à quel point il lui importe de conserver de plus en plus le lien qui l'unit à l'empire, et tout le profit que peut en retirer le peuple canadien. Comme l'a si bien fait remarquer sir George Paish, du "London Statist", dans le discours qu'il prononça à Toronto, le 4 décembre dernier.

Sir George Paish s'est exprimé comme suit dans cette circonstance:

Le Canada occupe une position très privilégiée. Nous, Anglais, admirons beaucoup le peuple canadien. Notre amitié pour lui est grande, et le résultat de cette amitié est l'important avantage qu'en a tiré le Canada qui a pu, par suite, obtenir de la mère patrie des prêts se montant en totalité à £500,000,000 (deux milliards et demi de piastres), au taux d'intérêt d'un peu plus de 4 pour cent. Les capitalistes anglais eussent pu prêter cet argent à des pays étrangers à un taux d'intérêt plus élevé, soit à 5 pour cent. Ce fait signifie que, bien que le Canada doive aux prêteurs anglais £500,000,000 sterling, cette somme ne lui coûte pas plus que £400,000,000 sterling emprunté des mêmes capitalistes par un pays étranger. En d'autres termes, le Canada a virtuellement l'avantage d'obtenir gratuitement de la mère patrie une somme supplémentaire de 100,000,000 de louis sterling. Sur les capitaux empruntés aux Etats-Unis. Vous, Canadiens, payez un taux d'intérêt plus élevé que celui que vous payez aux prêteurs anglais, vu que les emprunts faits aux Etats-Unis sont placés dans des opérations industrielles rapportant comparativement de plus grands bénéfices.

Voilà, suivant moi, une déclaration des plus importantes, si l'on considère sa provenance. Elle fait ressortir mieux que toute argumentation des plus élaborées l'un des grands avantages que le Canada tire de son union avec l'empire, et nous donne une raison de plus à l'appui de l'opportunité qu'il y a pour nous de faire notre devoir lorsqu'il s'agit de coopération navale et militaire pour constituer cette grande combinaison défensive des colonies autonomes formant partie intégrante de l'empire britannique. Cette déclaration nous fait voir que le Canada a épargné £100,000,000 sur ses emprunts faits de la mère patrie. Cette épargne faite pourrait payer plus que le coût des trois dreadnoughts que les Communes ont voulu donner à l'amirauté anglaise à titre de contribution d'urgence pour la défense navale de l'empire; à laquelle la majorité du Sénat a refusé son concours.

Quant à l'avenir du Canada—rapproché ou éloigné—je l'entrevois certainement avec une confiance qui va jusqu'à l'optimisme.

L'hon. M. MASON.